

Champs Écoles Paysans



**PRATIQUES
CLÉS**
pour les praticiens
de la RRC



Aide humanitaire
et Protection civile



Champs Écoles Paysans : Pratiques clés pour les praticiens de la RRC

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-208328-3 (version imprimée)

E-ISBN 978-92-5-208329-0 (PDF)

© FAO, 2014

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs. Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Auteurs	Godrick Simiyu Khisa, James Okoth et Erin O'Brien
Coordinateurs de la série	Javier Sanz Alvarez et Erin O'Brien
Photographie	© FAO/Javier Sanz Alvarez sauf photo de couverture de © FAO/Raul Tomas Granizo et photo de la page 6 (gauche) de © Mario Samaja
Design et composition	Handmade Communications, design@handmadecom.co.za
Traducteur	Litera

Champs Écoles Paysans



Ce document fait partie de la série *Un guide de terrain pour la Réduction des risques de catastrophes en Afrique australe : Pratiques clés pour les praticiens de la RRC* dont la production a été coordonnée par le Bureau sous régional de la FAO pour la G-RRC en Afrique australe. Cette série regroupe des contributions de COOPI, de la FAO, d'OCHA, d'ONU-Habitat et comprend les documents techniques suivants :

- Techniques d'Irrigation pour les Agriculteurs à Petite Échelle (FAO)
- Champs Écoles Paysans (FAO)
- Gestion de la Diversité des Cultures (FAO)
- Variétés de Semences Appropriées pour les Agriculteurs à Petite Échelle (FAO)
- Systèmes Appropriés de Stockage des Semences et des Grains pour les Agriculteurs à Petite Échelle (FAO)
- Hôpitaux Sûrs (COOPI)
- Technologie Mobile appliquée à la Santé (COOPI)
- Systèmes de Gestion des Connaissances et des Informations (COOPI)
- Architecture pour la Réduction des Risques de Catastrophes (ONU-Habitat)
- Réduction des Risques de Catastrophes pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FAO)
- Systèmes d'Alerte Précoce au Niveau Communautaire (OCHA & FAO)

Ce document porte sur des activités d'aide humanitaire mis en œuvre avec l'assistance financière de l'Union européenne. Les opinions qui y sont exprimées ne doivent être considérées, en aucune façon, comme traduisant l'opinion officielle de l'Union européenne, et la Commission européenne ne sera tenue responsable quant à l'usage qui pourrait être fait des informations qu'il contient.



Aide humanitaire
et Protection civile

La Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne (ECHO), finance les opérations de secours aux victimes de catastrophes naturelles et de conflits en dehors de l'Union européenne. L'aide est distribuée de manière impartiale, aux victimes directement, indépendamment de leur race, de leur groupe ethnique, de leur religion, de leur sexe, de leur âge, de leur nationalité ou de leur affiliation politique.

Préface

de ECHO

La région de l'Afrique australe et de l'Océan Indien est extrêmement vulnérable aux cyclones, aux inondations, à la sécheresse et aux tempêtes tropicales. Ces chocs climatiques récurrents affectent négativement les moyens de subsistance et les économies très sensibles de la région et affaiblissent la capacité des communautés à se remettre entièrement, les rendant encore plus fragiles et plus vulnérables aux catastrophes naturelles ultérieures. La nature et les caractéristiques de ces phénomènes climatiques sont en train de changer : elles deviennent imprévisibles, de plus en plus fréquentes, et gagnent en intensité et en ampleur à cause du changement climatique. La vulnérabilité de la région est aggravée par les effets conjugués des facteurs socioéconomiques tels la prévalence du VIH, l'extrême pauvreté, l'insécurité grandissante ainsi que la croissance et les tendances démographiques (notamment la migration intra-régionale et l'urbanisation croissante).

L'Aide humanitaire et Protection civile de la Commission européenne (ECHO) s'est impliqué activement dans la région depuis 2009 par le biais du programme de Préparation aux Catastrophes de l'ECHO, appuyant des interventions pour la réduction des risques de catastrophe dans les domaines de la sécurité alimentaire et l'agriculture, des infrastructures et de l'architecture adaptatives, de la gestion des informations et de la connaissance, de l'eau, de l'hygiène, de l'assainissement et de la santé. Ce programme est articulé sur deux objectifs :

- La préparation aux situations d'urgence en renforçant les capacités locales à se préparer et à gérer durablement les aléas climatiques notamment par l'élaboration de plans de préparation saisonniers, la formation, la constitution de stocks d'urgence et d'équipements de secours ainsi que par l'établissement de Systèmes d'Alerte Précoce.

- L'autonomisation des communautés à travers des approches multisectorielles et multi-niveaux intégrant comme composante essentielle la RRC et aboutissant à une amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Ces interventions sont en cohérence avec les stratégies et les cadres nationaux et régionaux.

Pour DIPECHO, la réussite se mesure, entre autres, par la replicabilité. A cet effet, une assistance technique sous forme de lignes directrices élaborées à l'intention des agents intervenant dans la RRC constitue un produit très appréciable des interventions de DIPECHO dans la région. ECHO a également appuyé des partenaires régionaux, à savoir COOPI, la FAO, ONU-Habitat et UN-OCHA afin de renforcer la résilience des populations vulnérables de l'Afrique australe en offrant à ces organisations des financements pour tester sur le terrain et établir de bonnes pratiques et élaborer un boîte à outils en vue de la reproduction de ces pratiques en Afrique australe. Le Bureau de la Commission Européenne pour les Affaires Humanitaires et ses partenaires veulent réaliser de manière durable et efficace les deux objectifs grâce aux pratiques définies dans la présente boîte à outils qui vise le renforcement de la résilience des populations les plus vulnérables de la région.

Cees Wittebrood

Chef d'Unité, Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Sud
Direction Générale de l'Aide Humanitaire et de la Protection
Civile (ECHO)
Commission Européenne



Préface

de la FAO

La région de l'Afrique australe est vulnérable à une grande diversité d'aléas qui sont d'origine environnementale pour la plupart (sécheresse, cyclones, crues), mais aussi, aux maladies humaines et animales, aux ravageurs, aux chocs économiques et, dans certaines zones, aux troubles et à l'insécurité sociopolitique. Le profil de risque de la région est en pleine évolution, à mesure que de nouveaux facteurs prennent petit à petit de l'importance, notamment les taux de croissance démographique élevés et la tendance vers une urbanisation, une migration et une mobilité accrues, etc. Le changement climatique influera de plus en plus sur les aléas naturels. Dans la région, les catastrophes sont souvent composites et récurrentes et ont un impact dramatique sur les moyens de subsistance et l'économie et les environnements des pays d'Afrique australe, sapant la croissance et des acquis de développement durement obtenus.

Le renforcement de la résilience des moyens de subsistance aux menaces et aux crises est l'un des Objectifs Stratégiques de la stratégie de la FAO (Objectif stratégique 5 ou SO5). La FAO cherche spécifiquement à renforcer la résilience dans les secteurs de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui figurent parmi les secteurs les plus durement touchés par les aléas naturels. La mise en œuvre de pratiques agricoles adaptées permettrait d'atténuer l'impact des chocs et des catastrophes et faciliterait grandement le redressement. Le renforcement de la résilience passe donc par un renforcement des capacités des communautés, des autorités locales et des autres parties prenantes.

En collaboration avec ses partenaires, la FAO mène un travail intensif visant à renforcer la résilience des communautés exposées aux aléas en Afrique australe ; ce travail a permis d'améliorer la base de connaissances et de documenter de bonnes pratiques. Cette boîte à outils vise à diffuser des méthodes et des technologies améliorées sur des aspects essentiels de l'agriculture, tels que les variétés de semence adaptées, l'irrigation, les systèmes de stockage, l'occupation des terres et l'utilisation de l'eau et l'approche Champ Ecole Paysan, en espérant que les différentes parties prenantes s'en serviront pour améliorer leurs efforts de renforcement de la résilience. Nous estimons que pour réussir le travail de renforcement de la résilience, il est essentiel d'adopter une approche multisectorielle et de tisser de solides partenariats. C'est pour cette raison que cette boîte à outils traite aussi d'aspects non agricoles des bonnes pratiques de résilience. Les documents sur ces sujets sont des contributions des partenaires de la FAO, notamment UN-OCHA, ONU-Habitat et COOPI, et rehausse sans aucun doute l'utilité de cette collection.

David Phiri
Coordinateur Sous-régional
Bureau Sous-régional de la
FAO pour l'Afrique australe
Harare

Mario Samaja
Coordinateur Senior
Bureau Sous-régional de la RRC de
la FAO pour l'Afrique australe
Johannesburg

Index

Acronymes et Abréviations.....	05
Préface	06
1. Introduction : Renforcement de la Résilience par l'Approche CEP.....	07
2. Vue d'ensemble de l'Approche CEP	09
3. Considérations pour la Mise en Oeuvre des CEP	18
4. Expériences CEP	28
5. Conclusion	32
6. Bibliographie et Références Supplémentaires	33
Annexe.....	34

Acronymes et Abréviations

AAES	analyse agro éco-systémique
AC	agriculture de conservation
BACОВI	banque communautaire villageoise
CEP	champ école paysan
CRS	Catholic Relief Services
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FdF	formation de facilitateur
GIPR	Gestion intégrée de la production et des ravageurs
GIR	gestion intégrée des ravageurs
MF	maître formateur
ONG	organisation non-gouvernementale
PAC	plan d'action/adaptation communautaire
PDRA	évaluation participative des risques de catastrophe
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSSA	Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire
RRC	réduction des risques de catastrophe
RRC-C	réduction des risques de catastrophe communautaire
S&EP	suivi et évaluation participatifs

Préface

Les aléas naturels sont devenus plus fréquents et plus intenses au cours des dernières décennies provoquant des effets négatifs souvent importants sur le produit intérieur brut (PIB) et sapant les efforts fournis et les améliorations apportées pour développer les pays. Les prévisions sont pessimistes en raison du changement climatique qui s'accompagne de plus en plus de phénomènes météorologiques sévères ayant un impact considérable sur l'économie et l'environnement des pays d'Afrique australe.

Les pays d'Afrique australe sont confrontés à de nombreux risques associés aux aléas naturels, principalement les cyclones, la sécheresse et les inondations, et ceux en raison des niveaux élevés d'exposition et de vulnérabilité d'un segment important de la population, à savoir les petits exploitants qui dépendent de l'agriculture et de l'élevage pour leur subsistance.

La mise en œuvre de l'approche Champs Ecoles Paysans (CEP) représente une mesure importante dans l'éducation et la vulgarisation

agricole, en particulier dans une perspective de renforcement de la résilience des petits exploitants agricoles et de leurs moyens de subsistance. Les systèmes traditionnels de transfert de technologie du sommet vers la base ont un rôle à jouer dans certains aspects du développement de l'agriculture, mais de nouvelles approches sont aussi nécessaires quand il s'agit de renforcer les capacités humaines en vue de faire émerger des agriculteurs et des organisations paysannes indépendants et intégrés aux circuits commerciaux. Les champs écoles paysans dispensent des compétences techniques spécifiques mais aussi des compétences et des pratiques organisationnelles, des compétences et des pratiques d'analyse et des valeurs fondamentales de groupe telles que la loyauté et la confiance nécessaires pour mener ensemble des activités.

Ce document d'information technique donne un aperçu de l'approche CEP, des considérations pour sa mise en œuvre et des expériences de CEP en Afrique et dans la région de l'Afrique australe en particulier.



1. Introduction : Renforcement de la Résilience par l'Approche CEP

Le renforcement de la résilience des communautés vulnérables aux menaces et aux catastrophes dans un monde en évolution rapide appelle des approches innovantes et souples pour répondre aux besoins dynamiques et spécifiques de divers systèmes de subsistance. Cependant, la plupart des mécanismes de services existants dans le secteur agricole s'articulent autour de modèles conventionnels de vulgarisation où la communication est à sens unique et qui se fondent sur des recommandations d'ordre général. L'approche des Champs Ecoles Paysans (CEP) offre une plate-forme flexible et réactive pour répondre aux besoins des agriculteurs et des éleveurs selon leurs contextes.

Au fil des ans, l'approche CEP a été adaptée dans de nombreux pays en fonction des systèmes d'exploitation agricoles existant, de leurs

complexités et de leur diversité. En Afrique, dans une large mesure, cette adaptation tient compte de la variabilité accrue du climat, de l'occurrence plus fréquente des périodes de sécheresse et d'autres catastrophes naturelles. L'approche a été appliquée en Afrique à la fois chez les agriculteurs, les agriculteurs-éleveurs et les éleveurs ainsi que chez les communautés de réfugiés et de déplacés internes.

Les programmes CEP adoptent une approche holistique aux moyens de subsistance et à ce titre intègrent comme éléments essentiels de l'apprentissage les compétences entrepreneuriales, commerciales et d'épargne en plus des compétences de production agricole. Dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe (RRC), le programme CEP a entrepris des activités sur deux niveaux – au niveau du groupe



Les interventions de CEP ont communément pour objectif de : i) améliorer la productivité pour assurer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté rurale ; ii) renforcer la résilience des communautés confrontées à des catastrophes récurrentes telle que la sécheresse, les inondations et les ravageurs et les maladies végétales et animales transfrontaliers, et iii) renforcer les actions et les mesures individuelles et collectives pour l'amélioration des moyens de subsistance.

et au niveau de la communauté. Les activités au niveau du groupe sont principalement constituées d'une formation à cycle long (par exemple, de semence à semence pour les cultures ; ou d'œuf à œuf, pour la volaille), qui est fondée sur un programme, une validation et des études comparatives.

Parallèlement à ces activités, des activités de diversification des moyens de subsistance destinées à autonomiser les ménages et à accroître leur résilience sont entreprises.

Les activités au niveau communautaire viennent en complément et s'étendent au-delà des interventions de CEP. Ces activités contribuent

à la mise en place d'un système de soutien pour la résilience des communautés et peuvent inclure des activités telles que la réhabilitation des prairies, la redynamisation du système semencier local, la gestion des bassins versants, un système communautaire relatif à la santé animale, les systèmes d'alerte précoce, les systèmes communautaires d'information sur les marchés, des accords de gestion et de partage des ressources et des mécanismes de gestion des conflits. Le travail à ces deux niveaux doit être effectué en consultation et en collaboration avec les administrations locales, le système national de recherche agricole, le secteur privé et la société civile.



2. Vue d'ensemble de l'Approche CEP

Historique et évolution de l'approche

L'approche CEP a été développée par l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture des Nations Unies (FAO) en Asie du Sud-Est en 1989. Elle a permis aux petits exploitants rizicoles d'expérimenter et d'acquérir les compétences nécessaires pour adopter par eux-mêmes des pratiques de lutte intégrée contre les ravageurs dans leurs propres rizières.

L'approche s'est avérée très fructueuse dans la lutte contre les ravageurs du riz et a été rapidement étendue à d'autres pays d'Asie et plus tard aussi à l'Afrique, au Moyen-Orient et à l'Amérique latine. En Afrique, l'approche CEP a été introduite au Kenya (Afrique de l'Est) en 1995 et au Ghana (Afrique de l'Ouest) dans le cadre du Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire (PSSA), puis a rapidement essaimé à travers le continent. Dans les phases d'expansion, les programmes CEP ont commencé à élargir leurs domaines d'intervention au-delà de

la lutte intégrée contre les ravageurs pour inclure d'autres types de production agricole et intégrer les aspects socio-écologiques tels que l'élevage, la foresterie communautaire, le VIH/SIDA, la conservation de l'eau, la gestion de la fertilité des sols, l'irrigation, la sécurité alimentaire et la nutrition. Au fil des ans, des milliers de groupes CEP ont été mis en place et l'approche a été adoptée par un grand nombre d'acteurs du développement et de gouvernements.

Les applications dans des contextes post-catastrophes ou de grande vulnérabilité ont de plus en plus mis en relation le développement agricole et le développement humain, (c'est le cas par exemple avec les Champs Ecoles de Vie), afin de répondre aux menaces sous-jacentes affectant la productivité des moyens de subsistance tels que le VIH/sida, les conflits, l'inégalité entre les sexes et la violence fondée sur le sexe. Les Champs Ecoles de Vie Junior – une approche largement appliquée notamment au Mozambique – constitue une nouvelle adaptation en faveur des orphelins et des enfants et jeunes vulnérables.

Les CEP sont essentiellement des écoles extra muros qui introduisent des innovations technologiques tout en s'appuyant sur les connaissances autochtones. Grâce à des techniques d'apprentissage expérientiel appliquées dans un contexte de groupe et des réunions régulières sur une durée plus longue, les agriculteurs apprennent à analyser leur situation et à prendre des décisions éclairées au sujet de leurs pratiques de subsistance et des stratégies d'utilisation des ressources.

Qu'est-ce que l'approche CEP ?

L'approche Champs Ecoles Paysans est fondée sur une approche non-formelle d'éducation des adultes – le champ constitue la salle de classe et l'apprentissage se fait par la pratique, l'expérimentation, l'observation et la réflexion. Sur le plan opérationnel, les CEP s'articulent sur une série de réunions hebdomadaires ou bihebdomadaires, portant sur la biologie ou des questions agronomiques et de gestion, organisées tout au long d'une saison. Durant ces réunions, les agriculteurs procèdent à des analyses agro-écosystémiques, cernent les problèmes et conçoivent, réalisent et interprètent des expériences dans les champs en vue d'améliorer leurs pratiques par la comparaison.

Cette approche réduit les risques associés à l'auto-expérimentation et permet aux personnes qui n'ont pas eu accès à l'éducation formelle d'être autonomes. En outre, l'approche CEP comprend également

un important volet de renforcement des capacités collectives et individuelles (par ex. développement des valeurs humaines et sociales).

Un groupe CEP est généralement constitué d'une vingtaine à une trentaine d'agriculteurs (comprenant des aînés, des hommes, des femmes et des jeunes) qui se réunissent régulièrement (une ou deux fois par semaine, en fonction des besoins spécifiques du groupe) sur une période de temps définie pour étudier « le comment et le pourquoi » d'une situation, sous la direction d'un facilitateur qualifié.

Outre les questions techniques, des exercices favorisant une dynamique de groupe et des séances portant sur un « thème du jour » concernant des questions non agricoles sont intégrées au processus d'apprentissage. Les médias populaires, y compris les chansons et les contes, sont souvent utilisés pour favoriser l'appropriation et diffuser des informations sur les problèmes techniques et sociaux. Des outils tels que des illustrations, des démonstrations pratiques et des situations de



la vie réelle sont aussi utilisés en pour faciliter l'apprentissage par les membres analphabètes du groupe. Contrairement à d'autres approches de vulgarisation, les CEP sont axés plus sur le développement des personnes que sur le développement de la technologie.

Justification de l'approche CEP

Pour les institutions de recherche et de vulgarisation, le renforcement des capacités des communautés rurales a toujours été un mécanisme de transfert de technologies aux utilisateurs des terres et des ressources. Cette approche, cependant, s'est avérée inopérante dans des situations complexes où les membres de la communauté doivent souvent adapter leurs pratiques à des conditions changeantes. Les packages technologiques, livrés dans une dynamique descendante, ont souvent été trop complexes, coûteux ou mal adaptés aux besoins des populations.

L'approche CEP, à la différence de la plupart des approches classiques de vulgarisation, renforce la capacité des collectivités locales à analyser leurs systèmes de subsistance, à cerner leurs principales contraintes et à tester les éventuelles solutions. En alliant le savoir traditionnel aux informations externes, les agriculteurs peuvent éventuellement définir et adopter les pratiques et les technologies les plus adaptées à leurs systèmes de subsistance et à leurs besoins, les rendant plus productifs, plus rentables et plus réactifs aux évolutions.

L'approche CEP autonomise les agriculteurs par l'utilisation de techniques d'apprentissage expérientiel et participatif plutôt que par des instructions sur ce qu'ils doivent faire. Le but du CEP est d'améliorer la capacité décisionnelle des participants et sur une échelle plus large, de leurs communautés, tout en stimulant l'innovation au niveau local.

Les objectifs spécifiques du CEP consistent à :

- Donner aux agriculteurs les connaissances et les compétences pour en faire des experts dans leur propre contexte
- Fournir des plates-formes où les groupes d'agriculteurs et les agents de vulgarisation et de recherche testent ensemble et adaptent des options dans les conditions locales.
- Fournir aux communautés paysannes les moyens d'apprendre de nouvelles façons de résoudre des problèmes et de s'adapter aux changements
- Renforcer la capacité des agriculteurs à prendre des décisions responsables et informées qui renforce leurs stratégies d'adaptation.
- Aider les agriculteurs à apprendre à mieux s'organiser et gérer leurs communautés.
- Rendre les moyens de subsistance des agriculteurs plus résilients et moins vulnérables aux catastrophes, telle que la sécheresse.

Principales caractéristiques et principes clés de l'approche CEP

La pratique des CEP est guidée par un ensemble d'éléments et de principes essentiels :

1. **Apprendre par la pratique** : l'approche CEP reconnaît que les agriculteurs ne changent pas de comportement ou de pratiques tout simplement parce qu'ils ont reçu des conseils sur les changements à faire et la manière de le faire. L'approche CEP permet aux agriculteurs d'apprendre en testant les modifications proposées dans un environnement contrôlé et dans le cadre d'une action collective. L'apprentissage par la découverte constitue une composante essentielle de l'approche CEP parce qu'il aide les participants à s'approprier les activités et garantit leur capacité à reproduire les activités et d'obtenir les résultats par eux-mêmes.

2. **Le champ est le terrain d'apprentissage** : le champ, le troupeau ou le paysage constituent le principal terrain d'apprentissage autour duquel toutes les activités de CEP sont organisées. Les agriculteurs apprennent directement à partir de ce qu'ils observent, recueillent et vivent dans leur environnement. Les participants produisent également leurs propres supports pédagogiques (dessins, etc.) à partir de leurs observations et de leurs expériences. Ces supports d'apprentissage faits maison ont pour avantage d'être en cohérence avec les conditions locales, d'être peu coûteux à développer et de favoriser la pleine appropriation par les participants.

3. **Le participant organise l'apprentissage** : les agriculteurs décident des sujets pertinents pour eux et des thèmes qu'ils souhaitent aborder

dans leur programme CEP. Le facilitateur guide tout simplement l'apprentissage en créant des opportunités qui amènent les participants à s'engager dans de nouvelles expériences. Cette approche garantit que les informations sont pertinentes et adaptées aux besoins réels des participants.

4. **La formation suit le cycle naturel du sujet de l'étude** : Dans les CEP, la formation est calquée sur le cycle naturel du sujet d'étude, par exemple « de la sélection des semences à la récolte ». Cela permet aux agriculteurs de discuter et d'observer ce qui se passe dans le champ d'apprentissage et de le comparer avec ce qui se passe dans leurs propres champs. Par exemple, l'apprentissage du désherbage a lieu au moment où il faut effectivement désherber.

5. **Apprendre de ses erreurs** : le changement de comportement nécessite du temps et de la patience. L'apprentissage est un processus évolutif caractérisé par une communication libre et ouverte, la confrontation, l'acceptation, le respect et le droit à l'erreur. Ceci est crucial dans la mesure où l'on apprend plus de ses erreurs que de ses réussites. L'expérience que chaque personne a de la réalité est unique.

6. **L'objectif est l'acquisition de compétences et non d'informations** : dans l'approche CEP, l'accent porte sur le développement de qualifications et de compétences plutôt que sur l'assimilation d'informations sur les nouvelles technologies. Il s'agit de comprendre les aspects scientifiques élémentaires qui sous-tendent les divers aspects de l'agro-écosystème afin de permettre aux agriculteurs de réaliser leur propre processus d'innovation, c'est-à-dire de comprendre le « pourquoi » derrière le « comment ».



7. **Apprentissage par la découverte** : autant que possible, les informations techniques sont abordées par des exercices d'initiation. Par exemple, on creuse des fosses pour analyser les types et les couches du sol, on élève des tiques pour comprendre leur cycle de vie, etc. L'apprentissage par la découverte constitue une composante essentielle de l'approche CEP parce qu'elle aide les participants à s'approprier le contenu de l'apprentissage et à garantir qu'ils seront en mesure de reproduire les activités et d'obtenir les résultats par eux-mêmes. Les problèmes sont présentés en tant que défis et non en tant que contraintes. Les groupes apprennent différentes méthodes d'analyse pour les aider à acquérir la capacité à cerner et à résoudre tout problème qu'ils pourraient rencontrer dans leur vie quotidienne.

8. **L'apprentissage expérientiel** : l'hypothèse de base est que l'apprentissage est toujours enraciné dans une expérience antérieure, qui est unique pour chaque personne, et que toute tentative de promouvoir un nouvel apprentissage doit d'une manière ou d'une autre, prendre en compte cette expérience. Ainsi, le partage et les discussions entre ses membres constituent un élément essentiel d'un groupe CEP.

9. **Essais et expérimentation collectifs** : l'innovation et l'expérimentation sont des éléments essentiels du processus CEP et permettent aux agriculteurs d'apprendre et de renforcer leurs capacités à adapter et à améliorer constamment la façon dont ils gèrent leurs ressources. Dans l'approche CEP, l'accent porte davantage sur le processus d'expérimentation et d'analyse que sur la production de résultats de recherche en rapport aux technologies. Les essais menés par le groupe – que ce soit sur la culture ou l'élevage – sont au cœur de l'apprentissage CEP parce que le site des essais devient

habituellement le point de rencontre et l'espace d'apprentissage du groupe. Les expériences typiques dans le cadre de l'approche CEP peuvent comprendre l'essai et la comparaison des nouvelles variétés de cultures, des options pour une meilleure gestion des sols, l'alimentation et les abris pour la volaille, etc. Lors de l'expérimentation, une procédure de contrôle est habituellement incluse dans la conception, le but étant de fournir une norme par rapport à laquelle diverses (nouvelles) alternatives peuvent être comparées. Le plus souvent, le traitement témoin est constitué par la pratique des agriculteurs. Cela permet aux agriculteurs de comparer les nouvelles options directement avec leurs propres pratiques.

10. Faciliter mais ne pas enseigner : Des facilitateurs qualifiés (généralement des agents de vulgarisation du gouvernement ou des ONG ou des membres de la communauté) guident l'apprentissage en encadrant et en appuyant les participants pour qu'ils prennent la responsabilité de leur propre apprentissage grâce, entre autres, à l'utilisation d'outils d'évaluation participative. Le facilitateur contribue et anime les discussions du groupe pour que celui-ci parvienne à un consensus sur les mesures à prendre. Un ou deux facilitateurs sont affectés à un groupe de CEP pour toute la durée du cycle d'apprentissage et ils doivent assister à toutes les réunions régulières du CEP. Les facilitateurs sont formés lors d'une formation formelle des facilitateurs (FdF) organisée et dirigée par des maîtres formateurs CEP expérimentés avant le début d'un cycle de CEP. Au besoin, des chercheurs, des spécialistes et des experts externes sont parfois invités à fournir un appui technique aux groupes CEP.

11. Chaque CEP est unique : les sujets d'apprentissage des CEP doivent être choisis par la communauté et les membres du groupe. Les activités de formation doivent être définies en référence aux lacunes de connaissances et de compétences de la communauté et devraient également prendre en considération son niveau de compréhension. Chaque groupe est différent et a ses propres besoins et réalités. Comme les participants déterminent le contenu de leur formation, chaque CEP est donc unique.

12. Processus de formation systématique : Tous les CEP suivent le même processus de formation systématique fondé sur l'observation et l'analyse des activités expérimentales dans les champs. Chaque séance CEP comprend au moins trois activités : l'analyse agro-écosystémique (AAES), expliquée plus en détail dans le texte ci-dessous, un « thème du jour » et une « activité de dynamique de groupe ». Les activités de dynamique de groupe développent l'esprit d'équipe et les compétences organisationnelles du groupe. Les « thèmes du jour » incluent habituellement des informations techniques pour compléter l'« apprentissage par la pratique » et « l'expérimentation sur le terrain » du CEP. Le thème du jour est normalement un sujet relatif à l'agriculture, mais peut aussi être tout autre sujet de préoccupation des membres du groupe tels que la nutrition, le genre, la microfinance, etc. Si le facilitateur n'a pas d'expertise en la matière, des spécialistes externes ou d'autres membres de la communauté peuvent être invités à diriger les discussions. Les séances d'apprentissage CEP sont généralement bouclées en une demi-journée (de quatre à cinq heures).

Tableau 1 : Emploi du temps type d'une séance d'apprentissage CEP

Heure	Activité	Description
8.00	Ouverture	Souvent par une prière, chant/histoire etc. et registre de présence
8.10	Rappel & information	Revue des activités passées, et information sur les activités proposées pour la journée
8.20	AAES : Observations des essais sur le terrain	Observation sur le terrain et collecte de données sur les parcelles expérimentales en sous-groupe
9.00	AAES : Analyse et enregistrement des résultats	Traitement et analyse des observations sur terrain par le groupe
9.40	AAES : Présentations & discussions	Chaque sous-groupe présente les résultats et discute des actions à entreprendre
10.10	Activité dynamique de groupe	
10.20	Thème du jour	Discussion guidée ou exercice de découverte sur un sujet agricole ou un sujet transversal pertinent, choisi par les agriculteurs. Parfois, facilité par un spécialiste invité.
11.20	Revue des activités du jour	Revue des activités et des principaux enseignements tirés du jour
11.30	Planification des activités de la semaine suivante	Planification des activités de suivi qui auront lieu en dehors de la séance CEP et des activités de la prochaine séance
	Evaluation des activités de la journée	Evaluation des activités de la journée en utilisant les outils d'évaluation
11.40	Evaluation des activités de la journée	Evaluation des activités de la journée en utilisant les outils d'évaluation
12.00	Clôture	Discours et clôture (souvent par une prière)

Les agriculteurs se réunissent à un rythme hebdomadaire (pour la plupart des cultures annuelles et l'élevage), bihebdomadaire (pour certaines cultures à cycle long) ou mensuel (pour la plupart des plantes vivaces) aux horaires définis et convenus par les membres du groupe. La longueur du cycle CEP dépend de l'activité focale. En ce qui concerne l'élevage, un cycle complet d'une année ou plus est généralement nécessaire pour que toutes les variations saisonnières¹ puissent être étudiées.

Analyse de l'agro-écosystème

La méthodologie CEP est fondée sur l'analyse de l'agro-écosystème (AAES) qui est une analyse sur le terrain des interactions observées entre la culture/élevage et d'autres facteurs biotiques et abiotiques coexistant. Il s'agit, par exemple, des interactions entre la croissance des plantes/ animaux et les ravageurs, les maladies, les mauvaises herbes, l'eau, le sol et les conditions météorologiques. L'objectif de l'AAES est de permettre aux agriculteurs d'apprendre à faire des observations valables sur le terrain, à analyser les problèmes et les opportunités rencontrées sur le terrain et à améliorer les compétences décisionnelles en matière de gestion agricole. Le processus est holistique. Les agriculteurs travaillent dans des sous-groupes de quatre ou cinq personnes, sous la direction d'un facilitateur formé afin d'améliorer le processus d'apprentissage participatif. Habituellement, cet exercice prend environ deux à trois heures et se déroule tout au long de la saison ou du cycle d'apprentissage de façon à ce que les problèmes et les décisions étudiés correspondent pleinement avec les problèmes auxquels les participants sont confrontés dans leurs champs. Cette méthode rehausse la motivation d'apprendre.

¹ Lorsqu'ils sont destinés à renforcer la résilience ou l'adaptation changement climatique, les CEP durent entre 18 et 24 mois.

L'AAES est un processus en quatre étapes qui sont décrites ci-après :

Étape 1 : Observations sur le terrain – en sous-groupes, les agriculteurs procèdent à des observations sur le terrain en se référant à une série d'indicateurs de suivi. L'accent porte sur l'observation des interactions entre les différents facteurs présents dans l'agro-écosystème.

Étape 2 : Analyse et enregistrement des résultats – chaque sous-groupe réfléchit sur les résultats de ses observations sur le terrain, les enregistre et les analyse. Il dresse un plan de la situation sur le terrain et formule des décisions et des recommandations

Étape 3 : Présentation des évaluations – chaque sous-groupe, présente en plénière ses résultats et ses conclusions. Les commentaires et questions des autres groupes requièrent du groupe qu'il justifie ses décisions avec des arguments logiques.

Étape 4 : Discussion des mesures à prendre – en plénière, les participants synthétisent les présentations et décident collectivement des actions à mettre en œuvre à partir des décisions qu'ils ont prises.

Source : Adapté de : FAO and CEP-PS, 2013. *Pastoralist Field Schools Training of Facilitators Manual*.

Les principales étapes de la mise en œuvre du CEP

La mise en œuvre du CEP s'effectue en trois phases : la phase préparatoire, la phase de mise en œuvre et la phase post-qualification. Chaque phase comporte un ensemble de mesures et d'activités associatives. Les étapes de mise en œuvre pourraient être décrites comme étant le fondement du CEP.

Les activités de la phase de préparation comprennent une enquête préalable, la sélection et la formation des facilitateurs, le travail de terrain et la création des groupes CEP. Cette période implique la formation et l'organisation du groupe, l'identification du problème, la

sélection de l'activité/entreprise d'apprentissage et la mise en place des expériences agricoles – un processus qui prend entre un et trois mois. La phase de mise en œuvre implique des cycles/sessions ordinaires d'apprentissage, y compris des jours de descente sur le terrain, des visites d'échange et la qualification. Cette période dure entre 3 et 18 mois en fonction de l'activité/entreprise d'apprentissage. Les activités post-qualification comprennent des activités de suivi, le réseautage, des activités génératrices de revenus et la mise en place de CEP de deuxième génération.

Les principales étapes de la mise en œuvre des CEP sont résumées ci-après :

Etapes de mise en œuvre des CEP

PHASE 1 Préparation ETAPES	PHASE 2 Mise en œuvre ETAPES	PHASE 3 Post-qualification ETAPES
1. Enquête préalable 2. Identification et formation des facilitateurs 3. Travail général sur le terrain ▼ Contacts avec la communauté ▼ Réunion de sensibilisation pour présenter le concept CEP ▼ Identification et sélection des participants ▼ Identification de l'activité focale (entreprise d'apprentissage de CEP) ▼ Identification du site d'apprentissage 4. Mise en place du CEP ▼ Introduction participative des participants ▼ Nivellement des attentes ▼ Identification de l'équipe d'accueil ▼ Planification participative des activités CEP (a) Mise en place du groupe de CEP (b) Analyse et hiérarchisation des problèmes (c) Identification des solutions potentielles (d) Elaboration du programme d'apprentissage (e) Elaboration d'un budget détaillé (f) Soumission d'une proposition de subvention (g) Plan de S&EP	5. Séances de CEP régulières avec les activités fondamentales ▼ Expérimentation comparative AAES ▼ Thème du jour ▼ Dynamique de groupe ▼ S&EP 6. Jours sur le terrain 7. Visites d'échanges 8. Qualification	9. Suivi des activités CEP 10. Création de réseaux CEP 11. Activités génératrices de revenu 12. Mise en place de CEP de 2ème génération

3. Considérations pour la Mise en Oeuvre des CEP

Jeter les bases pour les interventions CEP

Intégration du principe de participation et appropriation locale des services

L'approche CEP est une approche participative par laquelle les participants établissent leur ordre du jour et leur programme d'apprentissage qui souvent comprennent des éléments intersectoriels consistants. L'expérience en Afrique australe a également montré que les interventions CEP produisent souvent un certain nombre de retombées ou d'effets imprévus lorsqu'il est laissé

le soin aux participants de conduire et diriger leur propre processus de développement. Ceci est largement positif, mais exige aussi un niveau élevé d'internalisation d'une approche souple et ouverte à la gestion de programme – une approche qui nécessite un ajustement fréquent et continu des activités prévues en vue de répondre aux nouveaux besoins et demandes des bénéficiaires du projet et du programme.

Toutes les équipes des organisations qui soutiennent les CEP doivent intégrer et appliquer les valeurs véhiculées par cette approche, à savoir l'esprit de participation et la culture de redevabilité envers les participants sur le terrain. Il s'agit de s'assurer que les efforts de développement d'ordre général et organisationnel au niveau local



ne buttent pas sur des structures de programme rigides, des cadres logiques sans souplesse et des structures de gestion hiérarchique. Pour cette raison, il est recommandé que les formations sur le terrain de l'approche CEP soient combinées avec des activités de sensibilisation des cadres et de la direction, et le renforcement de leurs capacités.

Mise en relation des secours, de la réhabilitation et du développement

Dans la gestion/réduction des risques de catastrophe (G/RRC), les interventions d'urgence sont souvent décrites comme formant un continuum, et donc comme un processus continu d'actions interdépendantes qui sont lancées avant, pendant ou après les situations de catastrophe. Les activités de G/RRC visent à renforcer les capacités et la résilience des ménages et des communautés pour protéger leur vie et leurs moyens de subsistance par des mesures visant à éviter (prévention) ou limiter (atténuation) les effets néfastes des catastrophes et à fournir des prévisions de risque actualisées et fiables.

Lors d'une intervention d'urgence, les collectivités et les organismes de secours s'emploient avant tout à sauver les vies et les biens. Dans les situations post-catastrophe, l'accent porte sur le redressement et la réhabilitation, en incluant cependant le concept de « reconstruire en mieux ». Cela implique d'entreprendre également des activités de RRC lors des activités de redressement et de réhabilitation. Le changement de paradigme dans lequel la G/RRC est perçue en tant que continuum (et non plus en tant que phases) reflète une réalité : la transition entre les situations pré-, pendant et post- catastrophe est fluide, en particulier dans les zones qui sont régulièrement exposées à des risques. La valeur de ce cadre tient de ce qu'il promeut une approche holistique à la G/RRC et fait ressortir les relations entre les risques d'aléas/

catastrophe et le développement. Ainsi, les activités d'atténuation et de prévention correspondent-elles au volet développement, tandis que les interventions d'urgence et de redressement correspondent au volet d'aide humanitaire, et les activités de préparation relient ces deux types d'interventions.

Les activités CEP contribuent au renforcement de la résilience des personnes et des communautés dans la mesure où elles permettent aux agriculteurs d'acquérir des connaissances et des expériences en matière de bonnes pratiques agricoles qui contribuent à réduire l'impact de catastrophes telles que les inondations, la sécheresse, les ravageurs et les maladies végétales et animales. Ainsi, ils peuvent accroître leur rendement ou réduire les dommages et les pertes de production, ce qui contribue à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et, éventuellement, génère des revenus supplémentaires grâce à la vente des produits. De cette façon, la résilience de la population et des communautés aux crises et aux menaces se trouve renforcée. L'utilisation d'abris surélevés et résistants aux inondations pour les animaux, de variétés de semences à maturation précoces, etc., constituent des exemples, parmi d'autres, de bonnes pratiques en rapport avec la RRC.

L'approche CEP convient très bien pour renforcer le lien difficile à établir entre les interventions d'urgence et les activités de réhabilitation et de développement. Elle renforce la valeur des interventions d'urgence lors des phases de redressement, d'atténuation (vie normale) et de préparation. Par exemple, pendant la phase de redressement, les CEP rehaussent la valeur de la distribution d'intrants agricoles parce qu'ils permettent de s'assurer que les agriculteurs font un bon usage des semences et des outils ou prennent mieux soin des animaux distribués par les organismes de secours.

Il est devenu évident que ces efforts de redressement doivent être considérés dans un contexte plus large de sécurité alimentaire,

afin d'aider les populations à restaurer et sécuriser leurs moyens de subsistance et retourner à une vie normale.

L'approche CEP peut aussi être un point de départ pour « reconstruire en mieux » en améliorant les moyens de subsistance par rapport à ce qu'ils étaient avant la situation d'urgence, par exemple en introduisant des variétés résistantes à la sécheresse, ce qui augmenterait la résilience des communautés rurales et réduirait les pertes lors des épisodes de sécheresse à venir.

Les CEP ont aussi leur utilité dans les étapes d'atténuation et de préparation, particulièrement lorsque les catastrophes sont des phénomènes récurrents et dans les zones exposées aux risques de catastrophes et/ou extrêmement pauvres. Ici, les CEP peuvent favoriser une plus grande résilience et un redressement plus rapide lors des situations d'urgence à venir. Le renforcement du partage communautaire, l'amélioration de la gestion des ressources naturelles, la réduction des conflits, l'amélioration du capital social et le renforcement des filets de sécurité au niveau local peuvent faire une grande différence en termes de renforcement de la résilience et de la capacité d'adaptation des communautés face aux catastrophes.

Créer des liens pour une prestation de services holistique

Les CEP doivent être utilisés, si possible, en tant qu'élément d'une approche multisectorielle plus vaste visant à renforcer la résilience dans les zones rurales exposées aux risques et s'articulant sur des interventions complémentaires et synergiques.

Des résultats encourageants obtenus dans les zones de grande vulnérabilité de la région d'Afrique orientale sont la preuve qu'il peut y avoir une forte synergie entre les CEP, la gestion communautaire de la réduction des risques de catastrophe et les banques communautaires villageoises, par exemple.

La gestion communautaire des risques constitue généralement le point de départ permettant à la communauté d'entamer un processus collectif pour réfléchir sur les menaces et les dangers et pour élaborer un plan d'action communautaire. Les groupes CEP peuvent jouer un rôle proactif sur ce plan, contribuant à réaliser et faire avancer ces plans et garantissant que les activités de groupe sont bien liées aux priorités communautaires.

La mise en relation avec les systèmes d'épargne locaux, telle que la banque communautaire villageoise, renforcent l'autonomisation économique des membres et des groupes tandis que la confiance et la cohésion favorisées par CEP améliorent la performance du système d'épargne.

Renforcement de capacités

Pour une mise en œuvre de qualité de l'approche CEP, il est nécessaire de créer un pool suffisant de maîtres formateurs (MF) et de facilitateurs CEP qui soutiendront le processus de CEP sur le terrain.

Un Maître formateur CEP est une personne ayant une expérience et une formation approfondie de la méthodologie CEP, et qui a suivi une session de formation de maître formateur sur la méthodologie CEP pendant la durée d'une saison.

Un facilitateur CEP est une personne responsable de la facilitation au quotidien d'un groupe de CEP et doit avoir suivi une session de formation de facilitateur (FdF).

Si le nombre de MF est insuffisant, ou quand les CEP sont lancés dans un nouveau pays, il est recommandé de former des MF par une session de formation à cet effet durant une saison complète afin de renforcer les capacités nationales ou organisationnelles et encadrer les interventions CEP avant le début des activités.

- L**e rôle principal d'un MF comprend entre autres :
- assurer l'encadrement des activités CEP sur le terrain, en particulier appuyer les facilitateurs sur place ;
 - organiser les FdF, y compris la préparation et le suivi sur le terrain ;
 - assurer le suivi, l'évaluation et la documentation des expériences ;
 - mener le plaidoyer en faveur de l'approche ;
 - assurer la gestion, la conception et la budgétisation des programmes CEP ;
 - appuyer l'élaboration de supports de formation, la création de nouveaux exercices de facilitation du CEP ; étudier les opportunités de CEP ;
 - être un membre actif du réseau CEP, et
 - être en général une personne-ressource en rapport à l'approche CEP.

Lors de la conception d'un projet CEP, il faudrait veiller spécialement à recourir aux services d'un gestionnaire de projet, de maîtres formateurs, de superviseurs et de facilitateurs compétents. Les organismes mettant en œuvre les CEP devraient disposer d'un maître formateur spécialisé en CEP affilié à l'organisation.

Sélection et formation des facilitateurs

Les facilitateurs CEP doivent être identifiés et formés avant le début des activités. Les facilitateurs CEP sont formés lors d'une session de formation formelle organisée et conduite par des maîtres formateurs CEP expérimentés. Les FdF CEP visent à renforcer la capacité des facilitateurs sur l'approche CEP en particulier et sur les compétences de facilitation en général. La durée de ces formations varie selon le

groupe cible et la nécessité d'inclure des sujets techniques. Il existe différents modèles pour les FdF : soit une formation d'une saison couvrant la durée de l'activité focale, soit des sessions de formation de courte durée. Cependant, l'expérience en Afrique de l'Est a montré que lorsqu'on organise une FdF de courte durée, il est recommandé d'avoir au minimum 22 jours effectifs de formation sur la méthodologie CEP (voir annexe 1 pour un exemple de programme de FdF). Il est recommandé de former au moins deux maîtres-formateurs sur la méthodologie CEP pour assurer une FdF quotidienne pendant toute la durée de la formation. Des spécialistes techniques devraient être invités en fonction des besoins.

Il est également recommandé d'avoir au minimum 15 et au maximum 30 participants pour chaque cours FdF afin d'assurer une participation maximale aux activités pratiques. La majorité des

participants à la FdF devraient être en mesure d'agir en véritables facilitateurs CEP chargés de l'animation des séances d'apprentissage en groupe au quotidien. Les facilitateurs devraient être des personnes qui résident dans la communauté locale, parlent la langue locale, disposent d'un niveau de compétences avancées, de connaissances et de l'expérience dans l'agriculture/élevage, ont la capacité de partager des expériences et de communiquer avec les autres membres de la communauté, et ont une personnalité dynamique et confiante. Dans l'idéal, des superviseurs/coordonnateurs de vulgarisateurs et des gestionnaires de projet devraient assister à la FdF pour superviser sa mise en œuvre et appuyer les facilitateurs formés. Souvent, deux facilitateurs (ou plus) sont identifiés pour gérer en équipe un CEP. La FdF devrait aussi être complétée par des recyclages réguliers et un

encadrement sur le lieu de travail des facilitateurs au cours de la mise en œuvre du CEP. Il est important de noter qu'une FdF ne donne pas à une personne la qualification nécessaire pour conduire une FdF pour d'autres agents par la suite. En effet, il faut avoir suivi une session de formation de maître formateur pendant une saison pour être habilité à conduire une formation de facilitateurs.

Immersion dans la communauté

Un projet CEP conçu dans une optique de RRC et d'adaptation au changement climatique est mis en place suivant un modèle de zone d'intervention en tenant compte du fait que dans les zones exposées aux risques, toute la communauté sera affectée dans le cas de certaines



catastrophes (inondations, cyclones, sécheresse, etc.). L'immersion dans la communauté commence donc par un diagnostic du problème grâce à des évaluations participatives des risques de catastrophe (EPRC) menées avec les communautés dans chaque zone d'intervention où les groupes CEP seront établis. Le processus d'EPRC implique une analyse systématique des tendances des risques au fil du temps ; le profilage et la caractérisation des aléas récurrents ; l'identification de la vulnérabilité des personnes humaines, des actifs productifs et des services essentiels ainsi que des capacités existantes.

Partant des résultats de cet exercice, les plans d'action/adaptation de la communauté (PAC) sont développés, consistant à définir des mesures susceptibles d'accroître la résilience des communautés rurales et de réduire au minimum les effets des aléas quand ils se produisent.

Chaque groupe CEP d'une zone d'intervention donnée détermine ensuite tous les aspects pertinents des PAC autour desquels s'articuleront le programme d'apprentissage et les activités sur le terrain. Ceux-ci deviennent les plans d'action du groupe CEP, et constituent également la référence locale par rapport à laquelle le CEP et la communauté peuvent effectuer des auto-évaluations au fil du temps.

Les activités devraient commencer au plus tard deux mois avant la date de démarrage du CEP. D'autres étapes sont recommandées dans le cadre de cette activité :

i) **Organiser une réunion de sensibilisation** : Une rencontre avec la communauté pour présenter le concept CEP est nécessaire dans les zones où cette approche est peu connue. Le facilitateur doit veiller à ce que les membres de la communauté aient une compréhension claire de ce qu'ils peuvent attendre du CEP. Les participants et le facilitateur

peuvent ensuite discuter de la façon de procéder pour planifier la mise en œuvre du CEP.

ii) **Identifier et sélectionner les participants** : Grâce à des consultations avec la communauté et avec l'aide des dirigeants locaux, une trentaine à une quarantaine de participants CEP doivent être identifiés (le nombre de membres des groupes a tendance à diminuer à 25–30 après les premières séances en raison de l'horaire chargé des agriculteurs, d'attentes infondées, etc.). Dans le processus d'identification, le facilitateur doit tenir compte des rapports de genre et des pratiques culturelles de la communauté, mais, idéalement, le groupe devrait comprendre un mélange d'hommes, de femmes, de jeunes et d'âinés issus d'un groupe de villages.

Etablir un programme d'apprentissage

Une fois le groupe CEP établi, le facilitateur élabore un programme (c'est-à-dire le programme de formation du groupe CEP), en référence à l'activité focale (activité d'apprentissage CEP) et aux lacunes identifiées. Il faudrait consacrer suffisamment de temps à l'identification de l'activité focale du groupe CEP pour éviter que les agriculteurs participent à des activités qui n'ont pas d'intérêt pour eux. Le choix de l'activité CEP dépend entièrement des besoins et des intérêts des populations locales : plantation d'une variété résistante à la sécheresse, introduction d'une variété de semences à maturation précoce (maïs, millet sorgho), etc.

En collaboration avec le groupe, le facilitateur décide des activités qui doivent être menées pour examiner davantage les problèmes, tester les solutions et identifier le type d'assistance extérieure requise. Les principales activités visant à faciliter l'apprentissage dans les CEP sont



les AAES, les expériences comparatives sur le terrain et les thèmes du jour, pour lesquels des discussions de groupe et des exercices d'apprentissage à court et à moyen terme sont effectués.

Il est impératif d'élaborer un programme définissant la saison CEP, les dates des réunions et les sujets de discussion et de les communiquer à tous.

Appuyer la mise en œuvre

Budgétisation d'un projet CEP et subventions d'apprentissage

Tout programme CEP devrait allouer des ressources suffisantes pour la mise en œuvre sur le terrain du programme, la dotation en personnel, les appuis par les MF, les FdF, l'organisation d'examens, les visites d'échange communautaires, les manifestations de fin d'études, le suivi et l'évaluation (S & E), et l'élaboration et l'adaptation de supports au contexte local.

Le financement direct des activités d'apprentissage des groupes CEP est préférable à un soutien en nature parce qu'il permet de renforcer l'appropriation et de développer les compétences de gestion financière du groupe. Quel que soit la forme du financement, le groupe devrait prendre part aux coûts. L'expérience a montré que grâce aux subventions, les groupes se sont largement approprié le processus du champ école et dans bon nombre de ces champs écoles la communauté et les participants contribuent fortement, avec des fonds de contrepartie et des intrants matériels, et développent une capacité croissante à gérer leurs propres fonds et activités.

Le processus de demande et de gestion des subventions (élaboration des plans de travail, budgétisation, organisation des

champs, rémunération des facilitateurs et gestion des fonds) permet également aux groupes de s'organiser pour continuer de manière indépendante. Actuellement, les subventions d'apprentissage attribuées aux groupes CEP varient entre 400 et 800 USD selon l'activité/entreprise focale et sa durée.

Le coût de l'apprentissage CEP sera plus élevé au début d'un programme, c'est-à-dire dans la première année, mais les coûts baisseront considérablement les années suivantes après la mise en place. Le coût d'un apprentissage CEP dépend surtout du contexte dans lequel il est mis en œuvre mais un calcul typique des coûts est présenté ci-après. Il est établi sur l'exemple de la région de l'Afrique australe, pour une intervention sur les cultures, incluant l'organisation d'une FdF de 30 participants et le fonctionnement pendant toute une saison de 20 groupes CEP :

Tableau 2 : Coûts indicatifs de la mise en place d'un CEP en Afrique australe

Item	Coût indicatif US\$
Session de formation des facilitateurs	25 000
Entrée dans la communauté et lancement	10 000
Subventions d'apprentissage aux groupes à raison de 800 USD par groupe	16 000
Réunions régulières de facilitateurs	10 000
Supervision/assistance technique/S & E	15 000
TOTAL :	56 000

Coût estimatif par groupe : 2 800 US\$



Suivi et évaluation

Les projets et programmes CEP devraient comprendre des études de référence complètes dans leur conception pour permettre d'évaluer leurs impacts par la comparaison entre les connaissances et les pratiques existantes avant et après la mise en œuvre. Le projet/programme CEP doit également disposer d'un système intégré de S & E, notamment des outils et des exercices participatifs tels que des cartes et des croquis, des pièces de théâtre et des jeux de rôle, des photographies, des lignes d'inventaire, des empilements proportionnels, une matrice

picturale d'auto-évaluation, une grille de notation/classement de S & E et une roue ou une toile d'araignée d'évaluation. L'équipe du programme CEP doit entreprendre en permanence la documentation et la diffusion des bonnes pratiques et des cas de réussite. Des évaluations participatives des impacts doivent être effectuées à la fin du projet et les résultats devraient être diffusés afin de permettre de comprendre les connaissances, la compréhension et les compétences que les participants CEP et les communautés ont acquises. De la sorte, les besoins restants peuvent être cernés et pris en compte pendant les séances de suivi.



Assistance technique

Pour assurer la qualité des activités sur le terrain, la FdF doit être accompagnée d'un suivi et d'une assistance technique sur des aspects particuliers des activités mises en œuvre et d'un encadrement sur le lieu de travail des facilitateurs formés par les maîtres formateurs et/ou experts CEP, en particulier au début, pendant et à la fin d'un CEP et/ou lorsque le besoin s'en fait sentir.

Réseaux d'apprentissage

Lorsqu'il existe plusieurs CEP dans une région, il faudrait promouvoir la mise en place de réseaux de CEP. Le réseautage peut aider à sensibiliser le secteur privé, ce qui peut entraîner une collaboration accrue et continue, ainsi que la coordination des acteurs et des activités du marché à l'avantage des agriculteurs participants et d'autres agriculteurs de la communauté.

Une journée ou deux de travail sur le terrain devrait être organisée pendant la mise en œuvre du projet/programme CEP. Les journées d'apprentissage sur le terrain sont l'occasion pour les non-participants et le grand public d'assister à des leçons de groupe CEP et de connaître les compétences et les connaissances acquises au cours du processus. En outre, ils donnent aux membres du groupe CEP la possibilité de présenter et de partager leurs expériences, par exemple, les résultats de l'expérimentation et des activités d'apprentissage, y compris la dynamique de groupe. Les journées sur le terrain renforcent également la cohésion du groupe CEP et sensibilisent la communauté, les autorités et d'autres organisations présentes dans la région, créant un soutien et une nouvelle demande pour les CEP.

Il faudrait également encourager les visites/voyages d'échange. Les visites d'échange sont des visites éducatives à un autre groupe CEP, à un établissement agricole ou à des collectivités innovatrices. Elles incitent les membres CEP à comparer les activités d'autres groupes avec les leurs et à échanger des technologies éprouvées et des innovations uniques.

Assurer la mise en place de mécanismes de retrait

Tous les projets/programmes CEP doivent s'assurer qu'ils disposent d'un plan de continuité. Après la qualification, il faudrait encourager les groupes CEP à poursuivre des activités de leur choix. Ils peuvent décider de continuer le champ école pendant une autre saison, ou peut-être étudier un autre sujet. Dans ce dernier cas, il serait préférable qu'ils bénéficient d'un suivi régulier et d'une assistance technique. Encourager le réseautage entre les groupes CEP grâce à des réunions régulières et la création de mécanismes d'échange d'idées est un moyen efficace d'assurer la pérennité.

Dans le cadre de la RRC, les individus et les groupes devraient être encouragés à exercer des activités génératrices de revenus et à diversifier leurs moyens de subsistance, tout comme il faudrait encourager les partenariats public-privé pour aider à renforcer la résilience des communautés vulnérables. Les groupes CEP devraient également être encouragés à tisser des liens avec d'autres systèmes tels que les micros subventions ou les systèmes d'accès au crédit.

4. Expériences CEP

Expériences en Afrique

L'approche CEP a été introduite en Afrique en 1995 au Kenya (Afrique de l'Est) et au Ghana (Afrique de l'Ouest) dans le cadre du Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire et s'est ensuite rapidement propagée à travers le continent.

L'objectif de ces CEP était la gestion intégrée de la production et la lutte contre les ravageurs, en raison des niveaux relativement faibles de la production et d'utilisation de pesticides. Pour pouvoir introduire l'approche CEP en Afrique, il a fallu une série d'adaptations et de modifications à l'approche initiale afin de la rendre applicable aux systèmes agricoles de la région, avec sa grande diversité de plantes

cultivées, où les ravageurs ne constituent pas forcément un problème majeur pour la production. Le contexte africain présentait des défis spécifiques, différents de ceux de l'Asie, telles que les longues distances séparant les communautés agricoles, le financement national limité pour les services publics de vulgarisation, les petites exploitations agricoles mixtes et les conditions météorologiques très imprévisibles avec de fréquentes sécheresses.

Suite à la réussite du programme de production intégrée et de lutte contre les ravageurs, plusieurs nouvelles initiatives CEP ont été lancées sur le continent et l'approche a été élargie à de nouveaux sujets et entreprises d'étude. Les adaptations apportées à l'approche comprennent entre autres :



Tableau 3 : Vue d'ensemble de la mise en œuvre de CEP en Afrique (1995-2011)

Pays	Année de démarrage
Ghana	1995
Kenya	1995
Mali	1997
Tanzania	1997
Zimbabwe	1997
Ethiopie	1999
Ouganda	1999
Zambie	1999
Sénégal	2000
Bénin	2001
Burkina Faso	2001
Malawi	2001
Mozambique	2001
Niger	2001
Nigeria	2001
DRC	2002
Cameroun	2003
Sierra Leone	2003
Swaziland	2003
Gambie	2004
Namibie	2004
Sud Soudan	2004
Togo	2004
Angola	2005
Rwanda	2005
Somalie	2006
Burundi	2009
République Centrafricaine	2011



- des CEP sur le bétail au Kenya : l'approche a été appliquée à des problèmes de santé animale et des problèmes de production des petits producteurs de lait ;
- des CEP sur l'agroforesterie au Kenya, en Ethiopie et au Niger qui mettent l'accent sur la foresterie paysanne ;
- Champs Ecoles de la Vie (Farmer Field and Life Schools – FFLS) au Kenya, en Ouganda, au Mozambique, en Namibie, en Zambie, au Zimbabwe, au Rwanda, au Burundi, en RDC et en République Centrafricaine axées sur le renforcement d'une gamme de compétences de vie et le renforcement de la confiance en soi en plus de la formation agricole. Lorsque l'approche est mise en œuvre auprès de jeunes vulnérables, elle prend le nom de Champ Ecole de Vie Junior ;
- des CEP agropastoraux au Kenya, en Ouganda, en Éthiopie et au Niger, mettant l'accent sur les problèmes de troupeau et du paysage ;
- des CEP sur l'agriculture de conservation au Kenya, en Ouganda, au Zimbabwe, en Zambie, etc. ;
- des CEP sur la gestion des sols et de l'eau au Zimbabwe, en Zambie, à Madagascar, en Ouganda, au Kenya, en Tanzanie, au Rwanda, en RDC, au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal, au Togo, au Niger, au Lesotho etc., axés sur la conservation des sols, les pratiques de non-labour, la conservation des sols, la collecte d'eau et la gestion de l'humidité dans les systèmes de culture pluviale ;
- des CEP semences en Ethiopie, mettant l'accent sur la promotion de semences de qualité pour les petits exploitants agricoles ;
- des CEP sur l'autonomie des communautés de réfugiés en
- des CEP sur les communautés locales déplacées internes de l'Ouganda.

En Afrique, les programmes CEP sont devenus le fondement des programmes de sécurité alimentaire menés sur le terrain et sont en train de prendre un nouveau rôle.

Les CEP ont été réalisés par un large éventail d'institutions en Afrique, y compris la FAO, DANIDA, des systèmes nationaux de recherche agricole, des centres du type International Potato Center, des universités, des gouvernements et de nombreuses organisations non gouvernementales.

Expériences en Afrique australe

Les plus grandes expériences CEP menées dans la région de l'Afrique australe se trouvent au Zimbabwe et au Mozambique. Les CEP ont été introduits par la FAO au Zimbabwe en 1997 dans le cadre d'un programme de coopération technique dont le principal objectif était la gestion intégrée de la production et des ravageurs par les petits producteurs de coton dans les zones communautaires et de réinstallation du Zimbabwe. Suite à cela, des adaptations du projet initial ont émergé, y compris les CEP sur le coton biologique, sur la gestion des terres et de l'eau, sur la gestion intégrée des sols, de l'eau et des éléments nutritifs, sur l'alimentation du bétail et de la volaille en saison sèche, et sur l'agroalimentaire ainsi que des activités pilotes de Champs Ecoles de Vie Junior (Junior Farmer Field and Life Schools – JFFLS).

Au Mozambique, l'approche CEP a été introduite par la FAO en 2001, à travers un projet de coopération Sud-Sud dans la province du Zambèze. Suite à leurs réussites, les activités CEP ont été transposées à grande échelle à travers deux projets principaux : le Programme national pour la sécurité alimentaire (PAN II) qui a facilité la mise en place de projets CEP dans 12 districts de trois provinces entre les années 2004 et 2008.

Ce programme vise à institutionnaliser l'approche CEP dans le cadre du système gouvernemental de vulgarisation en vue d'accroître les impacts sur la sécurité alimentaire et la productivité agricole dans les ménages pauvres et en particulier chez les femmes. Le second projet concernait l'expansion du programme Champs Ecoles Paysans en Afrique orientale et australe entre les années 2005 et 2008. Le Mozambique a également été le fer de lance de l'approche Champs Ecole de Vie Junior en Afrique depuis 2003. Un certain nombre de manuels ont été élaborés en se fondant principalement sur les expériences du Mozambique.

D'autres pays ont une certaine expérience des CEP, notamment la Zambie, le Malawi, l'Angola, le Lesotho et le Swaziland. En Zambie et au Malawi, des programmes CEP et Champs Ecole de Vie sur la gestion

intégrée de production et des ravageurs, mais aussi sur la gestion des terres et de l'eau, ont été mis en œuvre. Au Malawi, des programmes CEP sur divers sujets liés à l'agriculture durable et la sécurité alimentaire ont également été menés.

En Angola, l'approche a été introduite par le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) en 2005 dans les provinces d'Uige et de Malanje, dans le nord de l'Angola, pour soutenir le développement durable des personnes réinstallées. Par la suite, la FAO a intégré l'approche CEP dans le cadre du PSSA à Bie et Huambo, entre 2006 et 2012.

A présent, la FAO met en œuvre la composante CEP d'un projet financé par la Banque mondiale (MOSAP) qui intervient à Bie, Huambo et Malanje. Actuellement, certains projets du FEM sont en cours d'élaboration, et comprendront également des volets CEP.



5. Conclusion

La FAO et d'autres parties prenantes intervenant dans les secteurs de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la RRC ont travaillé avec les gouvernements en Afrique australe et dans d'autres régions pour promouvoir l'application de l'approche CEP visant l'utilisation de technologies agricoles améliorées pour accroître la résilience. L'importance que cette approche accorde à la cohésion et la communication efficace

est primordiale pour établir des systèmes d'alerte précoce qui sensibilisent sur l'imminence et la gravité des menaces et aléas et pour augmenter les filets de sécurité afin de mieux faire face aux impacts négatifs des aléas. Ces considérations peuvent aider les communautés et les ménages affectés à retrouver des conditions de vie normales – ou même améliorées – lorsqu'ils se remettent d'une catastrophe.



6. Bibliographie et Références Supplémentaires

FAO. 2007. Getting started: Running a junior farmer field and life school. (<http://www.fao.org/docrep/010/a1111e/a1111e00.htm>).

FAO. 2010a. Child labour prevention in agriculture: Junior Farmer Field and Life Schools – Facilitator's Guide (<http://www.fao.org/docrep/013/i1897e/i1897e.pdf>).

FAO. 2010b. Land and property rights: Junior Farmer Field and Life Schools – Facilitator's Guide (<http://www.fao.org/docrep/013/i1896e/i1896e.pdf>).

FAO. 2013. Cassava farmer field schools: Resource material for facilitators in sub-Saharan Africa. Rome.

FAO & FFS-PS. (à venir). Pastoralist field schools training of facilitator's manual. ECHO-, EC- and SDC-funded interventions in the Horn of Africa.

FAO/IIRR. 2006. Discovery-based learning on land and water management: A practical guide for farmer field schools. Rome.

FAO, JICA & KFS. 2011. Farmer field school implementation guide: Farm forestry and livelihood development (<http://www.fao.org/docrep/016/i2561e/i2561e00.pdf>).

FAO & VSF Belgium. 2009. Pastoralist field schools: Guidelines for facilitation. ECHO-funded Regional Drought Preparedness Project. Rome, FAO and Nairobi, Vétérinaires Sans Frontières Belgique.

Groeneweg, K., Buyu, G., Romney, D. & Minjauw, B. 2006. Livestock farmer field schools: Guidelines for facilitation and technical manual. Nairobi, International Livestock Research Centre.

Hughes, O. & Venema, J.H. (eds). 2005. Integrated soil, water and nutrient management in semi-arid Zimbabwe. Vol. 1. Farmer Field Schools Facilitators' Manual. Harare.

ICIPE. 2007. Push-pull curriculum for farmer field schools. Nairobi, International Centre of Insect Physiology and Ecology.

Khisa, G.S. 2004. Farmers field school methodology: Training of trainers manual. Nairobi.

Khisa, G.S. 2008. A reference manual for training farmers in farmer field school. FAO Kenya.

Okoth, J.R., Nalyongo, W. & Bonte, A. 2010. Facilitators' guide for running a farmer field school: An adaptation for a post emergency recovery programme. Uganda.

Stathers, T., Namanda, S., Mwanga, R.O.M., Khisa, G. & Kapinga, R. 2005. Manual for sweetpotato integrated production and pest management: Farmer field schools in sub-Saharan Africa. Kampala, International Potato Center.

Annexe

Plan de Formation de douze jours d'un Champ Ecole Paysan

Notes :

La FdF doit comprendre 22 jours de formation effectifs.

Le programme de formation peut être réalisé en continu ou divisé en deux phases (phase 1 : 12 jours et phase 2 : 10 jours).

Les séances quotidiennes ont été programmées au rythme de 7 heures par jour.

Les heures de début et de fin des séances quotidiennes dépendent de la situation locale.

Phase 1 : 12 jours

Semaine 1

Jour	Session	Durée	Thème	Activité
Jour 1	1	2h	Ouverture officielle de la formation et définition des règles	Allocution de bienvenue. Discours des visiteurs et ouverture officielle Prise de contact Nivellement des attentes Objectifs du cours et vue d'ensemble du programme et du contenu Formation de l'équipe d'accueil et répartition des responsabilités Normes de formation
2		2h	Vue d'ensemble de la production agricole	Vue d'ensemble de la production agricole de la région/ du pays
3		1h	Vue d'ensemble de l'approche CEP	Origine de l'approche CEP Contenu et justification de l'approche CEP Rôle de l'approche CEP en général
4		1h	Principes CEP	Principes CEP et leur application
5		2h (1h le 1er jour & 1h le 2ème jour)	Education des adultes	Caractéristiques de l'éducation des adultes Education et enseignement des adultes Principes de l'éducation des adultes Application des principes d'éducation des adultes dans le contexte de l'approche CEP



Jour 2	5		Education des adultes (suite)	
	6	2h	Compétences en communication	Nature, contenu et justification de la communication dans l'approche CEP Eléments/processus de communication Obstacles à la communication Utilisation de comportement non verbal approprié pour communiquer
	7	3h	Apprentissage expérientiel & apprentissage par la découverte	Concepts de l'apprentissage expérientiel Phases de l'apprentissage expérientiel Application de l'apprentissage expérientiel à la CEP Concepts : de quoi s'agit-il ? Qu'est-ce que c'est ?
	8	2h (1h le 2ème jour & 1h le 3ème jour)	Techniques de formation participatives	Techniques de formations participatives communes Application de certaines des techniques de formation participatives.
Jour 3	8		Techniques de formation participatives (suite)	
	9	2h	Compétences en facilitation pour les facilitateurs CEP	Définition et justification de la facilitation Qualités d'un bon facilitateur Rôle du facilitateur Compétences en facilitation verbale et non verbale
	10	2h	Facilitation d'une discussion ouverte	Techniques de facilitation Comment animer des discussions ouvertes
	11	2 h	Supports visuels	Quels sont les supports visuels et comment les utiliser Utilisation des supports visuels Directives pour développer des supports visuels
Jour 4	12	2h	Evaluation de l'apprentissage	Nécessité d'évaluer les sessions de formation Méthodes d'évaluation des sessions de formation
	13	5h	Outils et techniques d'ERP	Quels sont les outils et techniques d'ERP, et pourquoi les utiliser ? Les outils et techniques d'ERP
Jour 5	14	7h	Visites/activités de groupe CEP	Vue d'ensemble d'une session de formation CEP Feedback sur une visite de terrain



Jour 6	15	7h	Etapes de mise en œuvre d'une CEP	Phase préparatoire Phase de mise en œuvre Phase post-qualification
Semaine 2				
Jour 7	16	30 min	Présentation des activités fondamentales CEP	Les activités fondamentales CEP
	17	7h	Activité fondamentale CEP 1 : Expérimentation en CEP	Définition et justification de l'expérimentation en CEP Principes de l'expérimentation en CEP Types d'expériences en CEP Etapes de l'expérimentation en CEP Développement d'exemple d'expérience au niveau du CEP.
Jour 8	18	7h	Activité fondamentale CEP 2 : AAES	Concept d'écosystème Définition et justification des AAES Etapes pour effectuer une AAES Développement d'exemples de modèles d'AAES
Jour 9	19	1.5h	Activité fondamentale CEP 3 : thème du jour	Définition et justification d'un thème du jour Comment établir le thème du jour Comment présenter le thème du jour Exemples
	20	1.5h	Activité fondamentale CEP 4 : dynamique de groupe	Définition et utilité de la dynamique de groupe Objectif de la dynamique de groupe Catégories de dynamique de groupe Points sur lesquels il faut faire attention quand on fait appel à la dynamique de groupe
	21	7 h (4h jour 9 and 3h jour 10)	Activité fondamentale CEP 5 : S&EP	Pourquoi procéder au suivi-évaluation ? Définir l'objectif Choisir les aspects qu'il faut suivre et évaluer Développement d'un plan de suivi Choix d'une méthode de collecte d'informations Exemple d'outils : roue d'évaluation et cartographie de village
Jour 10	21		S&EP (suite)	
	22	7h (4h jour 10 and 3h jour 12)	Développement d'un programme de formation CEP	Définition et justification d'un programme de formation CEP Etapes et processus de développement d'un programme de formation



Jour 11	23	7h	Visites/activités de groupe CEP	Analyse de situation en utilisant les outils ERP Feedback sur une visite de terrain
Jour 12	22		Développement d'un programme de formation CEP (suite)	
	24	2h	Instauration d'un esprit d'équipe	Différence entre une équipe et un groupe Etapes de consolidation d'équipe Rôle du facilitateur dans l'instauration d'un esprit d'équipe Comment former une équipe gagnante Problèmes communs aux groupes Exercices d'instauration d'esprit d'équipe
	25	2h	Clôture de la Phase I de la formation	Évaluation de la Phase 1 Activités à faire chez soi Réflexions de clôture

Phase 2 : 10 jours

Semaine 3

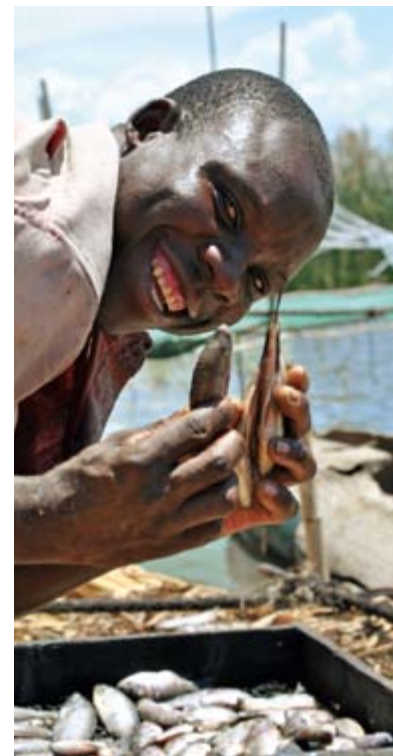
Jour 13	26	1h	Etablissement des règles	Allocutions de bienvenue Rappel de la Phase 1
	27	4h	Gestion de groupe et leadership CEP	Elaboration du règlement intérieur du groupe CEP Leadership CEP Dossiers CEP Mobilisation des ressources CEP
	28	2h	Gestion des conflits et instauration de la concorde	Qu'est-ce qu'un conflit ? Causes d'un conflit Types de conflit Conséquences du conflit Etapes et dynamique de conflit Transformation du conflit et instauration de la concorde Fonctions et effets positifs du conflit
Jour 14	29	7h	Compétences entrepreneuriales	Présentation de l'agriculture en tant qu'entreprise Choix de l'activité commerciale CEP Analyse de rentabilité des activités CEP Budgétisation et planification de l'activité commerciale CEP



Jour 15	30	7h	Gestion des ressources naturelles	Définition de ressources naturelles Classification des ressources naturelles Définition de la gestion des ressources naturelles Régimes de propriété dans la gestion des ressources naturelles Analyse des parties prenantes de la gestion des ressources naturelles Importance de la gestion des ressources naturelles
Jour 16	31	7 h	Production de culture	Gestion Intégrée de la Production et des Ravageurs Pratiques agricoles appropriées Bonnes pratiques agricoles pour quelques cultures.
Jour 17	32	7h	Visites/activités de groupe CEP	Exercice pratique de facilitation de sessions. Feedback concernant une visite de terrain
Jour 18	33	3h	Production de culture (suite)	
	34	4h	VIH/SIDA	Qu'est-ce que le VIH et qu'est-ce que le SIDA ? Modes de transmission du VIH, moyens par lesquels le VIH ne se transmet pas, et protection contre le SIDA. Evolution du VIH/SIDA Compréhension de la dynamique de la maladie par les communautés rurales
Semaine 4				
Jour 19	35	4h	Le genre en CEP	Définition du genre Les rôles de genre Les aspects socioculturels Analyse genre Indicateurs CEP de genre Types de VBG
	36	3h	Nutrition humaine	Bases de la nutrition Définitions et groupes d'aliments, diversification alimentaire Manipulation et préservation des aliments Nutrition et VIH/SIDA



Jour 20	37	14h	RRC communautaire	Elaboration du calendrier saisonnier Identification des aléas existants dans la société Comment un désastre affecte ma vie Comprendre la vulnérabilité de la communauté Capacité à effectuer une évaluation Atténuation des risques
Jour 21	37		RRC communautaire (suite)	
Jour 22	38	2h	Élaboration d'un plan d'action	
	39	1h	Élaboration de la session	
	40	2h	Remise de certificats et clôture officielle	Discours de clôture Remise des certificats





Financé par :



Aide humanitaire
et Protection civile

Coordinateur :



ISBN 978-92-5-208328-3



9 789252 083283

I3766F/1/06.14